

# ACTIONS DES PLATEFORMES DE VBG EN CÔTE D'IVOIRE : CHANGEMENT DE MENTALITÉ OU MIMÉTISME SOCIAL ?

**Adjoua Pamela N'GUESSAN**

*Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)  
nguessanpam2012@yahoo.fr*

**Jean-Claude OULAI**

*Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)  
jan\_cloddeoulai@yahoo.fr*

**Laciné BAMBA**

*Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)  
lassobamba@yahoo.fr*

## Résumé

*Cette étude examine le rôle des plateformes de lutte contre la Violence Basée sur le Genre (VBG) en Côte d'Ivoire. Elle explore si leurs actions contribuent réellement à un changement profond des mentalités et des comportements sociaux ou si elles se limitent à encourager un mimétisme social sans transformation durable. Elle a été élaborée auprès de huit (08) plateformes de VBG en Côte d'Ivoire auprès de 168 acteurs et actrices en lien avec les VBG. Cette recherche a été axée sur une approche qualitative et a utilisé la technique du choix raisonné pour la constitution de l'échantillon. Elle a mobilisé pour la collecte des données des outils comme les focus group, les entretiens individuels ainsi que l'observation directe. L'ancrage théorique s'appuie sur l'approche de l'écologie sociale (Heise, 1998), la théorie de la dépendance et du sous-développement (Prebisch, 1950 ; Gunder, 1967) et la théorie du post-développementalisme (Escobar, 1995).*

*Les résultats ont mis en évidence les dynamiques sociales et culturelles ainsi que le degré d'efficacité des stratégies mises en œuvre pour promouvoir l'égalité et lutter contre les VBG, par les aides et programmes apportées par les « occidentaux ». Ils mettent aussi en lumière un certain mimétisme social des individus qui adoptent des comportements « conformes » aux discours pour se conformer aux attentes sociales de ces organismes, sans qu'un changement de valeurs profondes ait réellement lieu. Cette attitude constitue une réponse aux pressions sociales pour préserver une cohérence identitaire ou respecter la norme communautaire tout en perpétuant la violence ou la discrimination de genre.*

**Mots-clés :** *Violence Basées sur le Genre (VBG), Côte d'Ivoire, changement social, dynamiques sociales et culturelle, mimétisme social.*

## Abstract

*This study examines the role of platforms combating gender-based violence (GBV) in Côte d'Ivoire. It explores whether their actions actually contribute to a profound change in social attitudes and behaviours or whether they merely encourage social mimicry without bringing about lasting change. It was developed in collaboration with eight GBV platforms in Côte d'Ivoire and involved 168 actors and actresses*

*involved in GBV. This research focused on a qualitative approach and used the reasoned choice technique to construct the sample. It used tools such as focus groups, individual interviews and direct observation to collect data. The theoretical framework is based on the social ecology approach (Heise, 1998), dependency and underdevelopment theory (Prebisch, 1950 ; Gunder, 1967) and post-developmentalism theory (Escobar, 1995).*

*The results highlighted social and cultural dynamics as well as the degree of effectiveness of strategies implemented to promote equality and combat GBV through aid and programmes provided by 'Westerners'. They also highlight a certain social mimicry among individuals who adopt behaviours that are 'consistent' with the discourse in order to conform to the social expectations of these organisations, without any real change in their underlying values. This attitude is a response to social pressures to preserve identity coherence or respect community norms while perpetuating gender-based violence or discrimination.*

**Keywords :** Gender-based violence (GBV), Ivory Coast, social change, social and cultural dynamics, social mimicry

## Introduction

Les actions de lutte contre les VBG sont pour la plupart issues des aides portées par des sociétés occidentales ou des organismes internationales. Ces aides agissent sur certaines normes sociales et culturelles qui sont inhérentes aux sociétés africaines et particulièrement à la société ivoirienne. Ces pratiques sociales, qui font l'objet d'actions pour le changement comportemental, trouvent leurs origines dans des systèmes culturels, religieux et institutionnels qui les légitiment. Elles sont imposées par les traditions, les rites et rituels pour la plupart genrés (F. Défago, et *al*, 2015). Ces pratiques sont par exemple l'exigence de la virginité des jeunes filles pour le mariage, la sacralisation des pratiques telles que les mariages précoces, les unions forcées et/ou le lévirat, la supériorité du sexe masculin dans le couple, pour ne citer que celles-là. Ces normes renforcent un cadre structurel où les femmes, considérées comme des cadettes sociales se retrouvent enfermées dans des rôles de subordonnés, souvent en dépit de leurs aspirations personnelles. Elles limitent leur accès à l'éducation, à la participation à la prise de décision dans les sphères communautaires en exacerbant leur vulnérabilité économique, sociale et psychologique. Ces pratiques génèrent donc des Violences Basées sur le Genre (ONU Femmes, 2017).

Or, la Violence Basée sur le Genre (VBG) constitue une problématique majeure en Côte d'Ivoire, entravant le développement social et le bien-être des communautés. Face à cette réalité, diverses plateformes de prévention, de sensibilisation et d'intervention ont été mobilisées pour lutter contre ce fléau. Ces plateformes sont financées en grande partie

par des organismes internationaux censés impulser le changement de mentalité sur ces normes et pratiques sociales. A travers ces projets et programmes, ce sont des transpositions de certains pans des cultures occidentales dans des sociétés encore ancrées dans leurs normes sociales et culturelles. Cette lutte même si elle est légitimée par des fondements moraux, de droits internationaux n'en demeure pas moins une ingérence culturelle sous fond de menace idéologique et à coup de fonds d'aide et de projets de lutte contre des normes sociales, culturelles et religieuses. En effet, les projets et les aides au développement ont toujours reposé sur des fondements assez complexes avec pour chacun des divergences voire les contradictions qui les opposent entre eux, ces problèmes expliquent la très grande difficulté à rendre ces projets simples et intelligibles pour les citoyens. Dans la mise en œuvre des programmes et projets en lien avec les VBG, les plateformes de VBG dans ce contexte constituent les relais pour le changement. En effet, leur rôle est souvent perçu comme un levier potentiel de transformation des mentalités et des comportements sociaux. Cependant, l'efficacité réelle de ces initiatives demeure un sujet de débat, certains observateurs dénonçant un simple mimétisme social, plutôt qu'un changement durable (Meité, 2016). Dans ce contexte, il devient essentiel d'analyser en profondeur les actions engagées par ces plateformes afin de déterminer si elles favorisent une refondation authentique des perceptions et pratiques sociales ou si elles se limitent à une simple imitation, sans effets pérennes. Car les aides et les projets sont pour la plupart en rapport avec des changements de normes culturelles et sociales qui régissent ces sociétés et les font vivre. Les changements ainsi obtenus sont-ils par mimétismes ou par obligation ? Ces changements, sont-ils souhaités et est-ce qu'ils ont une portée pour ces acteurs et ces actrices ?

A travers cette étude auprès des membres des plateformes, ce sont les normes sociales et les comportements, mais aussi les changements qui sont survenus grâce aux formations, aux sensibilisations et aux communications en lien avec le changement de comportement de certaines normes sociales jugées avilissantes et néfastes pour les personnes qui les subissent qui sont recensées. Cette recension permettra d'évaluer l'impact de ces actions et d'interroger leur portée véritable dans la transformation du paysage social ivoirien face aux VBG.

# 1- Approche théorique et méthodologique de l'étude

Cette étude s’est déroulée sur un échantillon issu de 8 plateformes de VBG concernés par le « Projet Mouso Djidji » dans le cadre du projet de lutte contre les VBG. Le choix de ces sites d’observation tient compte de certains critères notamment de la spécificité des aires socio-culturelles et des réalités liées à ce type de pratiques dans les différentes communautés où s’est tenue la mise en place des plateformes. La phase de collecte des données s’est déroulée dans la période du 21 octobre au 31 novembre 2024 dans quatre zones d’intervention du « Projet Mouso Djidji ». Nous avons aussi mené l’enquête auprès de différentes catégories d’acteurs et d’actrices ainsi que des survivantes de VBG enregistrées par les plateformes ainsi qu’auprès des femmes et jeunes filles à risques. Le tableau ci-après présente les différents acteurs et actrices qui ont participé à cette étude.

Tableau 1 : Catégories et types d'acteurs et d'actrices de l'étude

Catégories d'acteurs et d'actrices	Types d'acteurs et d'actrices	Total de types d'acteurs par catégorie
Groupes cibles	Survivant.e.s de VBG	03
	Femmes à risque	
	Filles à risque	
Membres de la plateforme et structures engagées dans la lutte contre les VBG	Les cliniques juridiques	06
	Les acteurs étatiques	
	Coordonnateurs de la plateforme	
	Associations et représentants de la société civile	
	ONG nationales et internationales	
	Organismes internationaux	
	Chefs traditionnels	
	Leaders coutumiers	

<b>Détenteurs d'enjeux</b>		Leaders religieux, Leaders communautaires	04
<b>Total</b>	<b>03</b>	<b>13</b>	<b>13</b>

### Sources : Données de l'enquête, Octobre 2024

L'étude a adopté une approche qualitative, afin d'appréhender à la fois la profondeur des mécanismes sociaux de transformation et l'étendue des impacts en termes de changements. Pour ce faire, les techniques de collecte de données ont été les entretiens semi-directifs, des Focus group et des entretiens de groupes et une revue documentaire pour l'analyse des stratégies et des rapports d'activité des plateformes. Les outils mobilisés sont les guides d'entretiens et les focus group ainsi qu'une analyse documentaire. Les données seront analysées par une méthode d'analyse thématique, permettant d'identifier les principaux discours, résistances et leviers de changement. La technique de choix des enquêtés est par choix raisonné. Le récapitulatif des entretiens est répertorié dans le tableau suivant :

*Tableau 2 : Récapitulatif des techniques d'entretien et des personnes enquêtées par localité pour l'approche qualitative*

Localités	Plateforme	Technique d'entretien	Acteurs et actrices interrogés	Nombre de personnes enquêtées
<b>Yopougon</b>	Port-Bouët 2	Focus group/ Entretien de groupe	Membres de la plateforme (08) Détenteurs d'enjeux (02) Femmes et filles à	<b>16</b>

			risques (06)	
<b>Yopougon</b>	Niangon Sud	Focus group/ Entretien de groupe	Membres de la plateforme (06) Détenteurs d'enjeux (08) Femmes et filles à risques (15)	<b>29</b>
<b>Danané</b>	VBG DANANE	Focus group	Survivantes (11) Membre de la plateforme (7) Détenteurs d'enjeux (6) Femmes et filles à risques (5)	<b>29</b>
<b>Biankouma</b>	VBG BIANKOU MA	Focus group	Survivantes (7) Membres de la plateforme (6) Détenteurs d'enjeux (6)	<b>28</b>

			Femmes et filles à risques (9)	
<b>Touba</b>	OEV/VBG TOUBA	Focus group	Survivantes (6) Membres de la plateforme (6)	<b>17</b>
		Entretien individuels	Survivantes (2)	
<b>Ouaninou</b>	OEV/VBG TOUBA	Entretien de groupe	Détenteurs d'enjeux (3) <sup>x</sup>	
<b>Odienné</b>	VBG ODIENNE	Focus group/Entretien de groupe	Survivantes (6) Membres de la plateforme (3) Détenteurs d'enjeux (15) Femmes et filles à risques (12)	<b>36</b>
<b>Gbéléban</b>	VBG ODIENNE	Focus group/Entretien de groupe	Membres de la plateforme (5) Détenteurs d'enjeux (6)	<b>13</b>

				Femmes et filles à risques (2)	
<b>Total</b>	<b>08</b>	<b>08</b>	<b>3 techniques</b>	<b>4 types d'acteurs</b>	<b>168</b>

**Sources : Données de l'enquête, Octobre 2024**

**N.B : La plateforme de Ouaninou est jumelée à celle de Touba**

Pour l'ancrage théorique, l'étude s'appuie sur la théorie l'écologie sociale (Heise, 1998), qui permet d'analyser la violence et les changements de comportements à plusieurs niveaux : individuel, relationnel, communautaire et sociétal. Selon cette perspective, la transformation des mentalités face à la VBG nécessite une intervention simultanée à ces différents niveaux, intégrant des changements dans les normes sociales, les lois, et les pratiques communautaires. Dans cette recherche, les transformations ainsi que les perceptions des acteurs et actrices évoluant dans ces communautés permettront de mieux appréhender les changements induits par les plateformes. Par ailleurs, la Théorie de la dépendance et du sous-développement initialement proposée par Raúl Prebisch en 1950 (Prebisch, 1950) et repris par le chercheur André Gunder Frank (Gunder, 1967 et Gunder, 1969) a été aussi sollicitée pour l'analyse. Cette théorie soutient que le sous-développement des pays est causé par les contraintes imposées par les pays riches et les organisations occidentales, notamment par l'intermédiaire de l'aide extérieure, qui maintient une relation de dépendance plutôt que de favoriser le développement autonome. Elle explique que l'aide extérieure, bien qu'ayant de bonnes intentions, renforce la dépendance économique et institutionnelle des pays africains envers les pays et organisations occidentales. En imposant des priorités et des modes de financement, cette aide peut empêcher le développement de stratégies locales plus autonomes et adaptées. La dernière théorie utilisée pour l'analyse des données est la théorie post-développementalisme développée par des auteurs comme Arturo Escobar en 1995 (Escobar, 1995) et par d'autres comme Wolfgang Sachs et Ivan Illich. Ce courant de pensée met en lumière comment les interventions issues de pays "développés" peuvent



perpétuer des relations de pouvoir coloniales, imposant des valeurs et des normes occidentales aux sociétés africaines. Ils soulignent le risque que les stratégies de lutte contre les VBG ne prennent pas en compte le contexte spécifique des sociétés locales, comme les normes sociales et culturelles ivoiriennes.

## **2- Résultats et analyses**

### ***2.1 Les actions des plateformes : stratégies et enjeux***

#### ***2.1.1. Sensibilisation et éducation communautaire***

Une des principales stratégies des plateformes consiste à mener des campagnes de sensibilisation pour déconstruire les normes patriarcales et promouvoir l'égalité des genres. Ces campagnes utilisent souvent des médias variés : affiches, ateliers, radio, télévision, réseaux sociaux. En Côte d'Ivoire, des actions telles que les campagnes « Go et Môgô Yêrê » illustrent l'usage d'histoires et témoignages pour toucher le public. Ce programme initié par AVSI, ainsi que plusieurs autres campagnes de sensibilisation ont pour but de faire évoluer les mentalités dans le domaine du changement de comportement et des VBG. L'efficacité de ces stratégies consiste à mettre en place des séances de sensibilisations sur les VBG de masse, mais aussi de proximité. Ces sensibilisations, réalisées par les plateformes, constituent des outils de prévention permettant d'amorcer la connaissance auprès des populations pour le changement de comportement. Elles permettent d'impulser les bases des transformations dans le domaine du genre, de l'équité et de l'égalité. « Par moments, il y a la sensibilisation, parlant d'activité, c'est vraiment basé sur la sensibilisation. Véritablement, ça dépend des financements. » Focus group de membre de plateforme de VBG. « Les activités sont en deux axes : prise en charge et sensibilisation. La prise en charge juridique, médicale et psychologique. Les sensibilisations sont mises en mal par le manque de budget ou de plan d'action budgétaire. » Représentant d'un centre social.

La sensibilisation qu'elle soit de proximité ou de masse est portée surtout par des personnes de références ou des détenteurs d'enjeux que sont les Chefs communautaires, Chefs religieux, Chefs politiques, des représentants administratifs, des leaders communautaires auxquels les populations s'identifient la plupart du temps. Dans ces communautés qu'elles soient urbaines ou rurales, les populations sont plus enclines à

participer et sont plus sensibles aux campagnes de masse conduites par leurs chefs et leaders. Pourtant, ces mêmes personnes sont plus disposées à préserver des préceptes et des coutumes dont elles sont les garants, mais qui sont en lien avec les VBG. Or, pour les survivantes interrogées, les sensibilisations sont plus axées sur les femmes que sur les hommes. Un des piliers pour opérer des mutations dans ces sociétés est l'éducation et la sensibilisation continue. L'éducation joue un rôle central dans la transformation des mentalités. Tandis que la sensibilisation régulière, adaptée au contexte culturel, permet de déconstruire les stéréotypes de genre, de faire évoluer les normes sociales et de favoriser l'émergence de nouvelles représentations égalitaires. Pourtant, ces sensibilisations sont faites de manière sporadique et discontinue.

### 2.1.2. Formation et mobilisation des acteurs

Les plateformes organisent également des formations pour les leaders communautaires, les membres des plateformes, les agents de santé et les forces de l'ordre (les policiers et/ou les gendarmes), afin qu'ils deviennent des relais de prévention. Ces formations visent à renforcer leurs compétences en matière de victimologie, de gestion des violences et de genre. Elles sont basées sur le renforcement de capacités, les formations sur la masculinité positive ainsi que des formations des hommes et garçons sur les questions de VBG comme nous l'explicitent les propos suivants : « Les formations que nous avons eues sont sur la cartographie des VBG, le concept de VBG, pour savoir comment peaufiner des stratégies et la masculinité positive en octobre ». Représentant de Préfecture. L'état des lieux de la formation des acteurs et actrices en lien avec les VGB est récapitulé dans le tableau suivant :

*Tableau 3 : Renforcer l'engagement et la coordination entre les acteurs dans la prévention, la protection et la prise*

Indicateurs	Niveau de référence (Valeur de référence)
<b>Des personnes de PFVBG ayant bénéficié d'au moins une mission de renforcement de capacité du PNLVBG</b>	33/41 membres de plateformes interviewés.

<b>grâce au projet (au cours des deux années précédentes)</b>	
<b>Des PFVBG qui ont adopté l'approche basée sur la masculinité positive dans leurs activités de lutte contre les VBG</b>	Pas d'intégration dans leur approche VBG. 33/41 des membres des plateformes ont quand même bénéficié des formations sur la masculinité positive
<b>Les participants aux formations qui ont amélioré leurs connaissances sur la masculinité positive</b>	30/33 des membres de la plateforme ayant amélioré leurs connaissances sur masculinité positive sur les 33 ayant participé aux formations. 33/41 ont participé aux formations

#### **Sources : Données de l'enquête, Octobre 2024**

L'efficacité des systèmes de prévention et de prise en charge est fonction du système d'alerte et des mécanismes de suivi et évaluation mis en place par les différents acteurs et actrices impliquées dans la prise en charge des VBG. Pour ce faire, ces derniers et dernières sont formés pour une meilleure compréhension et connaissance des rôles ainsi que des outils et services qui leur sont assignés. Ces formations doivent aussi leur permettre d'acquérir une perception et des connaissances plus harmonisées, équitables et appropriées en matière de genre, mais aussi d'équité et d'égalité. Un changement effectif nécessite la participation proactive des hommes et des jeunes. Les politiques de transformation durable doivent inclure explicitement les hommes et les jeunes en tant qu'acteurs essentiels. La mobilisation masculine, à travers des groupes de parole, ateliers ou campagnes, permet de déconstruire les représentations patriarcales et de promouvoir des modèles de masculinité positive (Kouadio, 2021).

Les membres des plateformes visitées ainsi que des détenteurs d'enjeux sélectionnés par ces derniers ont reçu des formations et des séances de renforcement de capacités dans différents domaines pour s'approprier le concept de genre et d'équité, la prise en charge et les sensibilisations pour le changement de comportement relatif à l'approche genre ainsi que des

outils nécessaires pour le suivi. Pourtant, les données exposées plus tôt montrent que l'approche genre n'as pas été intégrée dans les plans d'actions des plateformes. Les acteurs et actrices n'ont pas tous été formés.

## ***2-2- L'éventail des impacts observés et évaluation de ces impacts des actions de VBG***

L'évaluation de l'impact des actions menées par les plateformes de lutte contre les VBG soulève une question cruciale : ces initiatives, induisent-elles un véritable changement des mentalités ou ne se limitent-elles qu'à un mimétisme social superficiel ? Cette problématique est au centre des débats en sciences sociales africaines, où la complexité des enjeux culturels, sociaux et politiques est souvent soulignée. Mesurer l'impact des stratégies, en particulier sur les comportements et mentalités, reste un défi méthodologique, comme l'ont montré plusieurs études internationales (Heise, 1998). Il est donc crucial d'intégrer dans la planification des actions des mécanismes d'évaluation réguliers permettant d'ajuster constamment les stratégies. Par exemple, Boua et al. (2022) attestent dans leur étude qu'après les campagnes de sensibilisation, un léger changement d'attitude envers la violence conjugale est perceptible, mais que ces changements ne se traduisent pas toujours par une modification profonde des comportements. « Et de façon voilée, les mariages forcés. Voilà. Ils sont obligés de mettre une stratégie comme sous-forme de sortie des bébés, alors que c'est un mariage préparé. Ces cas-là, quand on va avec les sensibilisations aux alentours, on trouve qu'il y a des personnes de bonne volonté qui nous filent la mèche. » Membre d'une plateforme.

Généralement, les survivantes ont recours au mode de gestion traditionnel des VBG pour des raisons de sécurité, de stigmatisation, de peur ou de rejet par la famille ou la communauté. On constate aussi que la plupart des acteurs et actrices de gestion des VBG sont des membres de la communauté ainsi que les présumés auteurs qui sont donc préservés le mieux possible des organes institutionnels de justice. D'où le recours fréquent et une collaboration étroite avec les détenteurs d'enjeux par les plateformes. Pourtant, la gestion effective, appropriée et totale des cas de VBG pose souvent des questions sur d'autres besoins visant à normaliser les interactions individuelles entre les survivantes et les plateformes de VBG. Ces personnes ont des attentes qui sont suscitées par le cadre

institutionnel et qui ne coïncide pas généralement avec l'aide que peuvent leur apporter les plateformes de VBG. Certains des verbatims recueillis montrent les limites de ces actions. « Sinon la deuxième femme que le prophète a mariée, elle s'appelait Aïcha. Son papa était Aboubark donc cette fille-là, son papa l'a donnée au prophète en ce temps, elle avait 8 ans voilà, donc c'est chez le prophète elle a grandi. Donc c'est pourquoi nous on dit qu'il n'y a pas d'âge pour le mariage. » Focus group avec des détenteurs d'enjeux.

L'un des principaux défis demeure la confrontation à des normes patriarcales persistantes, qui considèrent parfois la VBG comme une simple « tradition » ou « droit » culturel et/ou religieux. Ces résistances rendent difficile l'adoption de comportements plus égalitaires même après des campagnes de sensibilisation (Devries et al., 2013). En effet, dans la sphère sociale, la structuration de la cellule familiale demeure la charpente fondamentale autour de laquelle s'articulent tous les rapports sociaux ainsi que l'organisation hiérarchique et patriarcale des communautés. Or, cette structuration et son fonctionnement contribuent fréquemment à perpétuer des représentations sociales et les discriminations envers les filles et les femmes. La femme, la jeune fille et la fille sont reléguées au rang d'exécutrice des ordres de leur parentèle masculine. « Mon papa m'a donné en mariage à l'âge de 12 ans au petit frère de ma maman. J'ai eu beaucoup de difficultés, j'ai eu beaucoup de souffrances. (...) Mon mari, bon, j'étais avec lui à la maison, quand il va boire comme ça, quand il rentre à la maison, il vient me frapper, j'étais en souffrance, on a eu 4 enfants, je partais vendre poisson pour m'occuper de mes enfants. Quand je viens parler à mon papa, mon papa dit ah faut rester, on va faire comment. Maman aussi peut pas parler. Quand ma maman veut parler, mon papa dit si ma maman parle, il va chasser ma maman. Donc, vraiment pour avoir pitié de maman, j'ai fait ce foyer pendant 12 ans. Le monsieur m'a quitté avec mes 4 enfants. Maintenant, j'ai ma fille avec moi ici et j'ai 3 enfants chez ma nièce. Vraiment, j'ai eu des problèmes dans ce foyer, vraiment, moi, j'ai pensé à mes papas, ils n'ont qu'à arrêter de mettre les enfants dans mariages forcés. Ce n'est pas facile, il y a beaucoup de choses dedans », Focus group avec les survivantes.

Différents facteurs contribuent à freiner les changements et les transformations souhaités dans le cadre des projets et de programmes en lien avec les VBG. Certains de ces causes sont les résistances culturelles

et religieuses. Dans de nombreuses communautés africaines, y compris en Côte d'Ivoire, la tradition et la religion occupent une place centrale dans la vie quotidienne. Certaines pratiques, croyances ou rituels sont perçus comme sacrés ou immuables. Par exemple, certains groupes considèrent la soumission de la femme ou la polygamie comme parties intégrantes de leur identité culturelle ou religieuse. L'introduction de lois ou de campagnes dénonçant ces pratiques rencontre souvent des résistances fortes, car elles sont perçues comme une atteinte à l'« ordre » établi (N'Guessan, 2017). Cette résistance tenace empêche le changement de mentalité, surtout si les acteurs traditionnels ou religieux ne s'y associent pas, n'en voient pas l'intérêt ou encore se sentent impuissants à faire évoluer ces pratiques. La tension entre modernité et tradition demeure un obstacle majeur, alimentant un refus implicite ou explicite des initiatives extérieures ou gouvernementales.

### **Discussion : La persistance des normes patriarcales et le phénomène de mimétisme**

Un point critique développé par des auteurs ivoiriens comme N'Guessan (2017) et Kouassi (2019) est que beaucoup d'individus adoptent des comportements « conformes » aux discours pour se conformer aux attentes sociales, sans qu'un changement de valeurs profondes ait réellement lieu. Cette attitude, souvent qualifiée de « mimétisme social », est une réponse aux pressions sociales pour préserver une cohérence identitaire ou respecter la norme communautaire, même si celle-ci continue de favoriser la violence ou la discrimination. Pour exemple, dans les communautés telles que celles dans lesquelles il y a eu l'implantation des plateformes, malgré les sensibilisations, les femmes continuent d'être assigné à des rôles secondaires qui les maintiennent dans une dépendance économique et émotionnelle. Les plateformes par le biais de formations reçues ont essayé d'amorcer une déconstruction de certaines normes sociales, dont celles de considérer la femme comme une cadette sociale. Cette norme a pour corollaire de créer un déni de ressources et d'empêcher les femmes de travailler ou d'entreprendre des activités professionnelles personnelles. La situation initiale générerait une dépendance économique de la femme et la contraignait à se soumettre à l'homme pourvoyeur des besoins économiques de la famille. La femme

continuait d'être assignée seule à la charge des travaux domestiques familiaux.

La transformation de cette norme de la répartition genrée des rôles au sein du foyer même si elle connaît des mutations n'empêche pas que les femmes continuent d'être astreintes à la charge domestique. L'obtention du droit de travailler ne s'accompagne pas d'une modification de la répartition genrées des rôles. Les effets négatifs non perçus de cette insertion économique des femmes et jeunes filles sont une augmentation des charges de travail. « Les femmes mahou ou bien dan, elles sont beaucoup actives, elles font le *lôgôdongou* (vente de denrées alimentaire), c'est-à-dire elles sont beaucoup commerçantes. Elles se déplacent de village en village, de ville en ville pour aller vendre. Là, elles sont beaucoup imprégnées dedans, elles sont beaucoup dans les coopératives, en tout cas elles se battent. C'est les femmes battantes », Focus group de détenteurs d'enjeux. Ces dernières cumulent dans ce cas à la fois les charges domestiques et les charges professionnelles dans le cas où elles n'obtiennent pas d'aide de la parentèle féminine surtout de leur fille. Leur agenticité économique au lieu de leur permettre une certaine autonomisation les réduit à une « adaptation stratégique » d'où elles ne sortent pas avec des libertés, mais avec plus d'obligations. De même pour les cas de VBG, la violence devient psychologique et les plateformes délèguent la plupart du temps la gestion des cas aux acteurs communautaires. Dans ce cas, peut-on parler de transformations ou de changements de normes sociales genrées ?

Ce phénomène de mimétisme, que des chercheurs comme Meité (2016) décrivent comme une « adaptation stratégique » des acteurs sociaux, permet aux individus d'éviter les sanctions sociales ou l'ostracisme tout en conservant leurs véritables croyances ou comportements. Selon N'Guessan (2017), cela explique en partie pourquoi les campagnes sensibilisent sans nécessairement faire évoluer en profondeur les mentalités. En effet, on constate chez ces communautés un mimétisme social et une peur des sanctions. L'un des freins perceptibles est la tendance à observer des comportements conformes uniquement pour éviter la stigmatisation ou l'exclusion sociale. La peur d'être isolé ou d'être considéré comme « déviant » pousse souvent les individus à adopter superficiellement de nouveaux comportements, sans que cela n'engage une réelle remise en question de leurs valeurs profondes (Meité, 2016).

Par exemple, une femme peut dénoncer une violence conjugale sous la pression de campagnes, mais continuer à subir en silence pour préserver leur place dans la famille ou la communauté. C'est ce qu'on appelle la « conformité instrumentale » qui consiste à se conformer pour éviter les réprobations, tout en conservant ses croyances ou attitudes antérieures (Kouassi, 2019). De plus, la crainte des sanctions sociales, telles que la réprobation des pairs ou des familles, est très forte dans certains milieux où l'honneur ou la réputation sont fondamentaux. Cette dynamique empêche l'expression libre des opinions ou la contestation des normes patriarcales, limitant ainsi la réelle évolution des mentalités. Or, les programmes et les projets en lien avec les VBG tels que conçus et promus sont souvent imposés aux populations. Les modèles promus ne valorisent pas les savoirs, les cultures et les pratiques des communautés locales qui sont souvent ignorés. Dans ce contexte, on assiste à un effet de la normalisation et à la création de normes silencieuses. Dans beaucoup de sociétés, certains comportements ou pratiques restent tacitement acceptés, voire valorisés, malgré leurs caractères jugés nuisibles par les programmes extérieurs. Or, ces communautés peuvent continuer à considérer certains actes de VBG comme des « traditions » ou des rites, ce qui favorise leur reproduction et leur invisibilisation. Ces normes silencieuses sont difficiles à dénoncer, car elles ont souvent été transmises de génération en génération et intégrées dans la culture. Leur contestation peut susciter des résistances profondément ancrées, ce qui freine une remise en question globale.

Ces facteurs, souvent interconnectés, constituent autant d'obstacles majeurs à la réalisation d'un changement durable dans la lutte contre les VBG et remettent en cause les transformations escomptées. Leur compréhension fine est essentielle pour élaborer des stratégies adaptées, respectueuses des contextes locaux tout en étant efficaces à long terme. Malgré tous ces obstacles, les perspectives d'une transformation durable peuvent-elles être espérées ? La lutte contre la Violence Basée sur le Genre (VBG) ne se limite pas à des actions ponctuelles ou superficielles, une véritable transformation durable des mentalités doit être envisagée comme un processus à long terme, intégrant plusieurs stratégies complémentaires. Il s'agit déjà d'interagir sur l'éducation de genre dès le plus jeune âge. L'un des axes prioritaires est l'intégration de l'éducation à l'égalité des sexes dès le cycle scolaire. Sur le plan théorique, le modèle de prévention primordiale proposé par Heise (1998) insiste sur



l'importance d'un changement social enraciné dans la transmission des valeurs dès l'enfance. La perspective d'une transformation durable en Côte d'Ivoire, comme ailleurs en Afrique, repose sur une stratégie intégrée, impliquant l'éducation, la participation communautaire, la réforme législative, et un engagement systémique. Il ne s'agit pas uniquement de sensibiliser, mais de transformer en profondeur la culture, les valeurs et les comportements, pour bâtir un avenir plus équitable et respectueux des droits humains. Pourtant, la question demeure toujours, où est le bien-fondé de ces transformations sociales ? Cette ingérence culturelle, est-elle bénéfique surtout aux femmes ?

## **Conclusion**

Cette recherche met en lumière la complexité du processus de changement social induit par les actions des plateformes de lutte contre les VBG en Côte d'Ivoire. Si certains résultats témoignent d'une progression dans la sensibilisation et la modification des mentalités, il apparaît également que nombre de ces initiatives peinent à produire un changement profond et durable, souvent freiné par des résistances culturelles et structurelles. La distinction entre un vrai changement de mentalités et un mimétisme social superficiel s'avère donc cruciale pour orienter les stratégies futures. En effet, l'aide internationale à travers ces projets, programmes et aides peuvent aider à "westerniser" ou à occidentaliser la lutte contre les VBG, en favorisant des modèles qui ne sont pas nécessairement en phase avec les réalités culturelles et sociales de la Côte d'Ivoire. Même si les changements de mentalités ne sont pas mesurables de façon totalement fiable, la résistance des interlocuteurs recensée dans leurs propos lors de cette recherche à dévoiler certains comportements, ainsi que l'influence des biais sociaux encore présent dans les réponses. Ces préjugés sociaux, stéréotypes ou préjugés sont encore manifestes et impactent les croyances ou des attitudes préconçues sur ces communautés en influençant leurs jugements et leurs comportements. Les idées et les pratiques occidentales n'ont donc pas pu totalement changer les représentations ainsi que les normes culturelles et sociales de ces communautés surtout celles liées aux VBG.

Pour renforcer l'impact de ces plateformes, il est indispensable de combiner des actions de sensibilisation, la mobilisation communautaire et des réformes institutionnelles, afin d'insuffler une véritable

transformation sociale pérenne. En définitive, cette étude invite à une réflexion plus poussée sur les mécanismes de changement et sur la nécessité d'adopter des approches holistiques, pour faire évoluer durablement les mentalités face aux VBG en Côte d'Ivoire.

## Références bibliographiques

**Calcagno Adriana**, 2015. Raúl Prebisch : *une théorie du développement ancrée dans l'expérience de l'Amérique latine. Economies et finances.*  
<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01349824/document>

**Gunder Frank André**, 1967. *Capitalism and Underdevelopment in Latin America. Historical Studies of Chile and Brazil*, New York, Monthly Review Press. 298 p.

**Gunder Frank André**, 1969. *Latin America : Underdevelopment or Revolution*, Monthly Review Press, 436 p.

**Escobar Arturo**, 1995. *Encountering Development. The Making and Unmaking of the Third World*. Princeton, N.J., Princeton, University Press, 290 pages,  
<https://www.erudit.org/fr/revues/as/1996-v20-n1-as799/015405ar.pdf>

**Boua K., N'guessan A., Kouadio J. et al.**, 2022. « Évaluation des actions de sensibilisation contre la violence basée sur le genre en Côte d'Ivoire : impacts et limites ». *Revue Ivoirienne de Santé Publique*, pp. 45-62.

**Defago F., Fofana S., et Traoré S.**, 2015. « Normes sociales et changement de comportement face à la violence conjugale en Afrique de l'Ouest » *Revue Sociologique Africaine*, pp. 99-118.

**Heise Lori L.**, 1998. « Violence Against Women: An Ecological Framework », *Violence Against Women*, pp. 262-290.

**Kouadio J.**, 2021. « Les acteurs communautaires dans la lutte contre la VBG en Côte d'Ivoire » *Revue Ivoirienne de Santé Publique*, pp. 12-24.

**Kouassi T.**, 2019. « La législation contre la violence faite aux femmes en Afrique de l'Ouest : défis et perspectives » *Droit et Société en Afrique*, pp. 103-125.

**Meité, A.**, 2016. « Mécanismes de résistances sociales face aux campagnes de sensibilisation contre la VBG en Afrique francophone », *African Social Sciences Review*, pp. 77-94.

**N'Guessan A.**, 2017. « Résistances culturelles à la modernisation des lois sur la violence domestique en Côte d'Ivoire », *Sociologie Africaine*, pp 88-105.

**Nsengiyumva A.**, 2018, « Engagement des hommes et prévention de la violence : stratégies africaines et enjeux », *Revue Internationale de Genre et Développement*, pp. 65-80.

**ONU Femmes**, 2017. *Rapport sur la situation des violences faites aux femmes*, ONU, 52 p.

**Traoré S.** (2018). « Les dynamiques sociales et la lutte contre la VBG en Côte d'Ivoire », *Revue Africaine de Droits et Développement*, pp. 34-50.